

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 22/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS GUIPAL**

Route de Camarès  
12360 Brusque

Références : 12-CARMIN-2025-07  
Code AIOT : 0006802483

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement SAS GUIPAL implanté Saint Martin 12360 Brusque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans la cadre d'une visite sur secteur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS GUIPAL
- Saint Martin 12360 Brusque
- Code AIOT : 0006802483
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Saint Martin " commune de Brusque, est autorisée par arrêté préfectoral 2021-03-05-007 en date du 03 mars 2021, pour une production moyenne annuelle de 120 000 t/an et maximale annuelle de 150 000 t/an sur une durée de 30 ans au bénéfice de SAS GUIPAL.

La carrière était en activité au jour de la visite.

L'inspection précédente réalisée le 23/01/2024 ne mettait pas de "non conformité" en évidence.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.9	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est maintenu dans un bon état de propreté, il est clôturé dans son ensemble.

Les voies de circulation intra-site sont adaptées aux engins, et un sens de circulation est défini.

La carrière est en déclivité, les mesures sont prises pour éviter que les eaux de ruissellement recueillies sur les terrains extérieurs à la carrière ne puissent pénétrer sur la zone en exploitation.

L'entretien du réseau des eaux de ruissellement (curage et faucardage) est régulièrement réalisé.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des rejets d'eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les points de rejet d'eaux pluviales sont pourvus de moyens appropriés permettant d'effectuer tout prélèvement utile. Une fois par an, le pétitionnaire réalise sur les bassins rétention 1, 2, 3 et 5

<p>un contrôle comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un prélèvement sur un épisode pluvieux en entrée et sortie des bassins ;</li> <li>• un suivi de l'épisode pluvieux en parallèle (hauteur de pluie et durée).</li> </ul> <p>Les analyses portent sur les paramètres définis à l'article précédent. Ce suivi pourra être allégé à l'issue d'une période de 5 ans si les différents bilans annuels démontrent le bon fonctionnement des ouvrages.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les points de rejet d'eaux pluviales situés au niveau des bassins sont pourvus de moyens appropriés permettant d'effectuer tout prélèvement utile.</p> <p>Les analyses en date du 30/04/2024 montrent un respect des seuils réglementaires.</p> <p>Le bassin N° 5 (en aval du site de l'autre côté de RD 12) bassin le plus exposé quant au recueil des fines issues de l'exploitation, fait l'objet d'un curage lors de chaque précipitation excédentaire.</p> <p>Un registre d'entretien des bassins est tenu à jour</p> <p>Il est à noter qu'il y a discordance entre la numérotation des bassins utilisée par l'exploitant et celle restituée par le laboratoire d'analyse.</p> <p>Une mise à jour cohérente est en cours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées le bilan des prochaines analyses réalisées avec un alignement de la numérotation des bassins.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 7.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté de l'installation et de ses abords</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I - L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés et entretenus [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection en date du 23/01/2024, réalisée par temps pluvieux, il avait été constaté des dépôts de boues sur la voie publique (RD 12).</p> <p>L'exploitant est en attente de la livraison d'un laveur de roues , équipé de cornières, qui conjuguées à l'action de l'eau, assurent l'évacuation des boues entre les roues et les stries des pneus.</p> <p>Le laveur sera installé intra-site sur la voie d'accès située parallèlement à la route départementale n°12.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera parvenir à l'inspection, un justificatif ( photo ) de l'installation du laveur de roues.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Eau de surface</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : ruisseau du Dourdou</li> <li>• Débit maximal journalier: 50 (m3/j) (*)</li> <li>• Débit maximal horaire : 10 (m3/h)</li> </ul> <p>(*) en cas de relevé hebdomadaire, le débit journalier relevé ne doit pas dépasser le débit maximal journalier mentionné ci-dessus.</p> <p>En période d'étiage, aucun prélèvement n'est réalisé sur ce ruisseau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Malgré le recyclage des eaux de ruissellement et de process recueillies au niveau des bassins situés au sein du site, l'exploitation nécessite parfois un apport d'eau.</p> <p>Cet appoint est prélevé dans le ruisseau du Dourdou situé en contre-bas du site, de l'autre côté de la RD12. Une pompe de relevage, équipé d'un compteur, alimente par un réseau enterré une cuve de 10 000 litres située intra-site au niveau de l'installation de traitement.</p> <p>Un registre des prélèvements en cohérence avec les prescriptions est tenu à jour.</p> <p>En période d'étiage, aucun prélèvement n'est réalisé au niveau du Dourdou.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite